

Questions orales

la Banque du Canada a diminué légèrement. Les taux d'intérêt sur les hypothèques à long terme ont tombé un peu également. L'économie du centre du Canada se stabilise. Si nous travaillons ensemble à réduire le déficit aujourd'hui, c'est tout le monde qui en profitera demain.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET
L'IMPACT SUR LE TAUX DE CHÔMAGE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. D'après les données d'avril publiées ce matin, le taux de chômage a augmenté de trois points et s'établit maintenant à 7,8 p. 100. Plus d'un million de Canadiens sont sans emploi, et plus de femmes et de jeunes sont en chômage dans huit des dix provinces. Dans de telles circonstances, comment le ministre des Finances peut-il justifier son budget déflationniste: hausses des impôts et des taux d'intérêt, compressions de l'assurance-chômage et du développement régional? Nous disons depuis une semaine que c'est un mauvais budget, et les données d'aujourd'hui le confirment. Pourquoi le ministre aggrave-t-il la situation? Essaie-t-il de plonger le pays dans la récession?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Je l'ai dit à maintes reprises, monsieur le Président, le budget aura un effet exactement contraire. Autrement, nous serions beaucoup plus près de la récession, car notre lourde dette mine l'économie. Le député devrait le savoir.

Je l'ai écouté attentivement. C'est la première fois en quatre ans qu'il pose des questions sur les taux de chômage, justement parce que jusqu'ici ils ont toujours été à la baisse. Nous avons créé 1,5 million d'emplois en quatre ans et demi et, à notre avis, le budget présenté la semaine dernière va raffermir la conjoncture positive que le pays a connue durant tout ce temps-là.

LES PRÉVISIONS CONCERNANT LE TAUX DE CHÔMAGE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, les statistiques publiées ce matin confirment les prévisions que le ministre a déposées avec son budget la semaine dernière. Dans son document intitulé *Perspectives économiques du Canada dans les années 90*, il a prédit que le chômage atteindrait de 8,2 p. 100 en 1989 et de 8,5 p. 100 en 1990.

Wood Gundy, une société de placement canadienne bien connue, a déclaré, ce matin, que le budget l'avait obligée à réviser ses prévisions économiques pour l'année prochaine, que le chômage s'élèverait à 9,2 p. 100 en 1990 et que nous entrerions dans une légère récession.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas tenu compte de ses propres prévisions et a-t-il présenté un budget récessionniste? Ne comprend-il pas que le meilleur moyen de réduire le déficit est de stimuler la croissance économique et non d'étrangler les investisseurs, les consommateurs et les travailleurs canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je comprends très bien que les députés de tous les côtés de la Chambre veulent que les taux d'intérêt diminuent. Le budget vise justement à les faire baisser en améliorant l'équilibre entre la politique budgétaire et la politique des taux d'intérêt. La croissance économique exceptionnelle que notre pays a connue depuis quelques années pourra ainsi se poursuivre.

Le député dit que nous prévoyons une faible augmentation du taux de chômage. Il omet de dire que nous projetons aussi une augmentation du nombre d'emplois qui seront créés. L'année dernière, près de 200 000 emplois ont été créés, ce qui prouve que notre économie est en santé.

• (1120)

M. Allmand: Monsieur le Président, le ministre ne peut pas avoir raison contre tout le monde. Il précipite le pays dans une récession.

[Français]

LES TAUX D'INTÉRÊT—LES EFFETS NÉGATIFS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, cela fait plusieurs mois maintenant que les gouvernements provinciaux disent que les taux d'intérêt sont trop élevés et ont un impact très négatif sur l'économie, sur les investissements ainsi que